

France-Paris La Défense: Technical testing services

OJ S 85/2021 03/05/2021

Contract notice – utilities

Services

Legal Basis:

Directive 2014/25/EU

Section I: Contracting entity

I.1. Name and addresses

Official name: RTE (Réseau de transport d'électricité)

Town: Paris La Défense

NUTS code: FR105 Hauts-de-Seine

Country: France

E-mail: asma.bouriche@rte-france.com**Internet address(es):**Main address: <https://www.rte-france.com/>**I.3. Communication**

Access to the procurement documents is restricted. Further information can be obtained at:

<https://rte-france.bravosolution.com/>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://rte-france.bravosolution.com/>**I.6. Main activity**

Electricity

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement**II.1.1. Title**

Essais sur transformateur de puissance suite à avarie

II.1.2. Main CPV code

71632000 Technical testing services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

RTE recherche un prestataire pour la réalisation d'essais électriques sur ses transformateurs de puissance suite à avarie grave avec analyse de résultats. Ces mesures-essais peuvent être demandées par les entités de RTE sur n'importe quel poste, dans le cadre d'investigations suite à avarie afin d'identifier la cause du défaut, ou lors du diagnostic d'état d'un appareil, en vue de son éventuelle réhabilitation.

L'analyse des résultats et les recommandations qui seront faites par le titulaire doivent faire l'objet d'un rapport d'essais et doivent permettre à RTE de se positionner face à des décisions à long terme.

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FR France

Main site or place of performance: Le titulaire doit pouvoir se déplacer et intervenir dans toute la France.

II.2.4. Description of the procurement

Les prestations pouvant être demandées par RTE sont les mesures électriques suivantes:

— mesures électriques de niveau 1:

— mesures des capacités et du facteur de dissipation ($\tan \delta$) des traversées;

— mesure des courants de magnétisation;

— mesure des rapports de transformation;

— mesure des résistances d'isolement des enroulements;

— mesure des résistances d'enroulements;

— mesure des impédances en court-circuit;

— mesures FRA:

— mesure de réponse en fréquence (méthode FRA);

— mesures électriques de niveau 2 (mesures de décharges partielles) – haute tension: essais par montée en tension induite avec localisation de décharges partielles (nécessite d'être équipé d'une source mobile).

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Price

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 36

This contract is subject to renewal: yes

Description of renewals:

Deux périodes de douze mois optionnelles.

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: yes

Description of options:

Deux périodes de douze mois optionnelles pouvant mener la durée du marché à 60 mois au total.

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

Candidat établi en France:

— un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (imprimé K bis), ou bien carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (original ou copie) datant de moins de trois mois par rapport à la date limite de réponse; ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes morales ou physiques en cours d'inscription.

Candidat établi hors de France:

— un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ou, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de trois mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre;

— un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.

Pour tous les candidats:

— une déclaration sur l'honneur datée et signée justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26.11.2018 portant partie législative du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Il s'agit sans être exhaustif:

— des peines prononcées par un juge pénal relatives à la corruption au sens large, la concussion, le trafic d'influence, la prise illégale d'intérêt, l'escroquerie, l'abus de confiance, le faux et usage de faux, le blanchiment, la participation à une association de malfaiteur, pour acte de terrorisme, pour stupéfiants;

— des défauts de régularité au regard des obligations sociales ou fiscales, constatés soit par un juge, soit par les administrations chargées du recouvrement des impôts, cotisations et contributions sociales, soit par les services d'inspection du travail et assimilés;

— des états de liquidations judiciaires, de faillites, de redressement judiciaire ne justifiant pas de l'habilitation à poursuivre les activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public constatées par le tribunal de commerce;

— de la violation des règles relatives à la lutte contre le travail illégal, constatées par les services de l'inspection du travail et assimilés ou rapportées par ces derniers aux représentants de l'état;

— en cas de redressement judiciaire, une copie du ou des jugements prononcés.

Candidat faisant partie du groupe EDF ou du groupe de la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Afin de s'assurer du respect des dispositions des articles L. 111-10 et suivants du code de l'énergie, un candidat contrôlé directement ou indirectement par une société du groupe EDF ou CDC devra produire dans son dossier de candidature une déclaration indiquant son lien capitalistique avec une ou des sociétés du groupe EDF ou CDC.

Ces éléments produits en langue française sont à fournir par les candidats individuels, par chacun des membres d'un groupement candidat et, le cas échéant, par les sous-traitants présentés.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

Situation financière saine et chiffre d'affaire d'au moins 2 000 000 EUR par an.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

Le candidat doit démontrer:

- une situation financière saine et chiffre d'affaires d'au moins 2 000 000 EUR par an;
- sa capacité à réaliser des essais électriques de niveaux 1 et 2;
- sa capacité d'analyse et d'interprétation des résultats d'essais;
- sa capacité à disposer des moyens matériels et humains suffisants pour encadrer cette prestation en France métropolitaine et intervenir dans un délai de une à quatre semaines (fixé par RTE au cas par cas). Le candidat devra en particulier démontrer qu'il bénéficie d'une source d'essai mobile haute tension pour les essais de niveau 2.

III.1.4. Objective rules and criteria for participation

List and brief description of rules and criteria:

La réponse devra être intégrée dans les enveloppes administrative, technique et financière sous le portail de BravoSolution dont le lien est au paragraphe I.3.

Dans le cas où le lien du I.3 ne fonctionnerait pas voici la procédure pour retrouver ce marché:

- allez sur: <https://rte-france.bravosolution.com/fr/login.html>
- cliquez sur: «avis d'appel à la concurrence»;
- cliquez sur le dossier n° 19365.

III.1.6. Deposits and guarantees required

Des cautions ou garanties bancaires pourront être demandées et seront indiquées dans le dossier de consultation.

III.1.7. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Financement sur ressources propres. Paiement à 49 jours à compter de la date d'émission de la facture (sauf réglementation particulière en terme de délai de paiement relative à l'activité).

III.1.8. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

RTE se réserve le droit de demander au groupement sa transformation en groupement solidaire ou avec mandataire solidaire lors de l'attribution du marché, dans la mesure où cette transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché. En cas de candidature en groupement, l'ensemble des pièces demandées aux III.1.1) à III.1.3) doit être fourni par chacun de ses membres. Sauf cas prévus à l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement candidat à un avis d'appel à la concurrence ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Negotiated procedure with prior call for competition

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

Framework agreement with a single operator

IV.1.4. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

Recourse to staged procedure to gradually reduce the number of solutions to be discussed or tenders to be negotiated

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 25/05/2021 Local time: 12:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: yes

VI.2. Information about electronic workflows

Electronic ordering will be used

Electronic invoicing will be accepted

VI.3. Additional information

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal judiciaire de Nanterre

Postal address: 179-191 avenue Joliot Curie

Town: Nanterre

Postal code: 92020

Country: France

Telephone: +33 140971010

Fax: +33 147243161

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

— référé précontractuel prévu aux articles 5 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7.5.2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé avant la conclusion du contrat;

— référé contractuel prévu aux articles 11 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7.5.2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique.

Le recours doit être formé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat.

En l'absence de la publication d'avis ou de la notification, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en vertu de l'article 1441-3 du code de procédure civile.

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Tribunal judiciaire de Nanterre

Postal address: 179-191 avenue Joliot Curie

Town: Nanterre

Postal code: 92020

Country: France

Telephone: +33 140971010

Fax: +33 147243161

VI.5. Date of dispatch of this notice

28/04/2021